



# QBE

## **ATTESTATION DE GARANTIE**

Loi du 2 janvier 1970 - Décret N° 72-678 du 20 juillet 1972

### **QBE INSURANCE (EUROPE) LIMITED**

Cœur Défense - Tour A  
110 esplanade du Général de Gaulle - 92931 LA DÉFENSE CEDEX  
Entreprise régie par le Code des Assurances

Atteste qu'elle a donné une garantie financière de

**110.000 € (cent dix mille euros)**

**SAINT JULIEN IMMOBILIER**  
SARL au capital de 1 000,00 €  
814385001 RCS CAEN  
12 rue des Terrasses  
14000 CAEN

représenté par :

**M. Thomas BOUVET** Gérant

à compter du 1 janvier 2017, à l'échéance du 31 décembre 2017

Numéro carte professionnelle : CPI 1401 2015 000 002 483

Lieu de délivrance : CCI de Caen

**S'est engagé(e) à ne percevoir aucun fonds, effet ou valeur  
en dehors de ses commissions.**

**Au titre de l'activité de Transactions sur Immeubles et Fonds de Commerce**

**Sans encaissement et sans maniement de fonds**

SAINT JULIEN IMMOBILIER  
M. Thomas BOUVET  
12 rue des Terrasses  
14000 CAEN

**ATTESTATION D'ASSURANCE  
DE LA RESPONSABILITE CIVILE PROFESSIONNELLE  
(loi du 2 janvier 1970 et décret du 20 juillet 1972)**

L'assureur désigné ci-dessus atteste que l'Assuré désigné ci-après a souscrit pour son compte un contrat d'assurance comportant des garanties au moins équivalentes à celles prévues par l'Arrêté du 1er septembre 1972 :

**Assuré (1) :**

SAINT JULIEN IMMOBILIER  
SARL  
12 rue des Terrasses  
14000 CAEN

**Représenté par (2) :**

M. Thomas BOUVET Gérant

**Activité professionnelle garantie :** TRANSACTIONS SUR IMMEUBLES ET FONDS DE COMMERCE

**Police n° :** VD 7.000.001 / 20022

**Date de prise d'effet :** dimanche 1 janvier 2017

La présente attestation n'implique qu'une présomption de garantie à la charge de l'Assureur.

Délivrée à Paris le lundi 13 février 2017,  
pour SERENIS ASSURANCES  
A.DUFFOUX



(1) Nom, prénoms, domicile, enseigne commerciale et adresse professionnelle.

(2) A ne remplir que si le souscripteur est une personne morale. Dans ce cas, il y a lieu d'indiquer les nom, prénoms, domicile et qualité du ou des représentants légaux ou statutaires.